

SOUTIEN À LA LUTTE EXEMPLAIRE DES SALARIÉ.ES D'I-TÉLÉ

Pour le vingt-troisième jour consécutif, les salarié.es d'i-Télé ont voté, ce mardi, la poursuite de la grève. Ce conflit social, le plus long depuis bien longtemps dans une chaîne de télévision privée, Info'Com-CGT le considère comme exemplaire à plus d'un titre.

C'est d'abord le déclencheur de la grève qui répond à une logique citoyenne de base, celui de ne pas être représenté publiquement par un cadre à la réputation détestable, Jean-Marc Morandini, mis en examen pour corruption de mineurs aggravée, placé sous contrôle judiciaire, animateur d'émissions de qualité douteuse dont l'unique atout est sa réputation de capteur de publicité. Cette vitrine à la réputation dégradée ne peut que ternir l'image de la chaîne, et d'une centaine de salarié.es qui essaie de réaliser un travail de qualité dans une situation difficile.

Plus profondément, c'est la logique du traitement de l'information sur cette chaîne spécialisée qui est remise en cause. Pourquoi ce refus obstiné de la direction de mettre en place une charte sur le traitement de l'information ? Pourquoi refuser de nommer un.e directeur.trice éditorial.e qui viendrait crédibiliser les contenus, alors qu'aujourd'hui le directeur de la chaîne, Serge Nedjar, n'a pour seule feuille de route que la direction commerciale ? Quelle est la crédibilité d'une chaîne qui multiplie publi-reportages et mélanges des genres au profit des seuls annonceurs de la chaîne ? « Vous ferez ce qu'on vous a dit de faire », voilà le discours que tenait, en juin 2016, Serge Nedjar aux équipes de journalistes. Déterminé à réduire les effectifs, celui-ci a déjà sabré dans les effectifs cet été en supprimant 50 postes de CDD, et pousse le cynisme jusqu'à profiter de la grève pour inviter publiquement les journalistes à démissionner en faisant jouer leur « clause de conscience »...

En réalité, c'est une méthode qui est contestée, celle de Vincent Bolloré, directeur du groupe Canal+, dont i-Télé est une filiale, mais surtout patron d'un conglomérat aux multiples intérêts économiques allant du transport au stockage d'énergie, un groupe doté d'influences politiques certaines. Peut-on dans un même groupe

contracter avec les plus grands industriels du monde, avec des gouvernements dans le monde entier, et dans le même temps assurer une information indépendante ? Ce n'était pas l'avis des rédacteurs du Conseil national de la Résistance. Mais quand, de surcroît, le patron du groupe concerné se félicite lui-même d'intervenir sur la ligne éditoriale d'une chaîne, Canal+, par le biais de suppressions d'émissions, ou encore de censures de reportages – il l'a montré à plusieurs reprises – il paraît difficile de continuer à faire confiance au système qu'il a mis en place. Pour la liberté d'exercer son travail de journaliste, mais aussi pour le droit des citoyen.nes téléspectateur.trices à accéder à des contenus éditoriaux de qualité, le fonctionnement d'i-Télé doit être revu.

Pour Info'Com-CGT, c'est de cela dont a besoin i-Télé, et certainement pas de Jean-Marc Morandini.

CE QUE NOUS REVENDIQUONS POUR LES ENTREPRISES DE L'INFORMATION :

- ▶ un projet stratégique éditorial clair et précis afin d'assurer la pérennité du média et le maintien des emplois ;
- ▶ le respect des procédures légales relatives à l'information, à la consultation des représentant.es du personnel et aux règles de la négociation collective ;
- ▶ le respect du droit dans un cadre social de haut niveau de protection des salarié.es, quel que soit leur statut ;
- ▶ une séparation des activités éditoriales et publicitaires avec, en premier lieu, la nomination d'un directeur éditorial ;
- ▶ la négociation d'une charte éthique opposable sur le traitement de l'information.

Paris, le 8 novembre 2016